

Communiqué de presse du 12 avril 2023 d'Alliance Sud

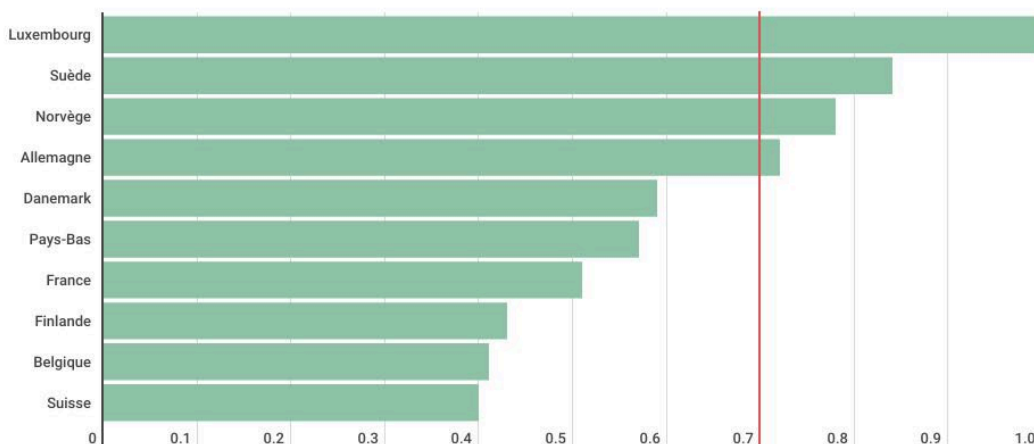
## Dépenses de développement : plus d'un quart de la contribution suisse reste dans le pays

Selon les chiffres publiés aujourd'hui par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, les dépenses publiques de développement de la Suisse sont passées de 0,5% à 0,56% du revenu national brut (RNB) en 2022. Ce n'est qu'une illusion ; en réalité, la Suisse manque largement l'objectif de 0,7% convenu au niveau international et visant à réduire la pauvreté et les inégalités dans le Sud global. En effet, sans inclure les coûts de l'asile restant dans le pays, la contribution suisse recule considérablement, passant de 0,45 à 0,40% du RNB.

Le monde est en pleine crise — crise climatique, crise du coronavirus, crise de la dette et guerre d'agression contre l'Ukraine, qui fait grimper en flèche les prix des denrées alimentaires et de l'énergie en de nombreux endroits. Ces crises à répétition ont d'énormes incidences négatives dans les pays les plus pauvres du monde : elles vont de pair avec davantage de pauvreté, de famines et, en fin de compte, de troubles politiques, de fragilité et de violence. Autant de raisons d'accroître le financement public du développement — l'aide publique au développement (APD) comme dit l'OCDE — et de renforcer ainsi la solidarité internationale.

L'augmentation de l'APD suisse est uniquement due aux coûts d'hébergement des réfugiés ukrainiens en Suisse, qui [peuvent être paradoxalement imputés à l'APD](#). En 2022, ils représentaient 28% des dépenses de développement de la Suisse. Ces fonds sont certes utilisés pour la protection des personnes à l'intérieur de nos frontières, mais ils n'ont aucun effet sur la politique de développement et ne contribuent pas à réduire la pauvreté et les inégalités dans le Sud global.

En comparaison internationale, la Suisse reste à une médiocre dixième place, derrière le Luxembourg, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, la France, la Finlande et la Belgique.



● APD en pourcentage du RNB (sans coûts des réfugiés)

Source: OCDE-CAD, 12 avril 2023

## **Renforcer le soutien à l'Ukraine — mais pas au détriment du Sud global**

De [nombreuses organisations internationales de la société civile](#) s'inquiètent de la manière dont les priorités urgentes de financement du développement et de l'aide humanitaire pour d'autres pays sont affectées par le soutien à l'Ukraine. « Les fonds destinés à la reconstruction de l'Ukraine doivent être revus substantiellement à la hausse, mais sans nuire aux projets et programmes existants dans le Sud mondial. Sinon, ce sont les pays pauvres qui paieront indirectement la facture du soutien à l'Ukraine. En lieu et place, la Suisse doit enfin apporter une contribution appropriée à la lutte contre la pauvreté et au développement durable. Et ce, en termes réels et pas uniquement en jouant sur les chiffres », affirme Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud.

### Complément d'information :

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, tél. 079 847 86 48, [andreas.missbach@alliancesud.ch](mailto:andreas.missbach@alliancesud.ch)

Laura Ebnetter, responsable de la coopération internationale chez Alliance Sud, tél. 031 390 93 32, [laura.ebnetter@alliancesud.ch](mailto:laura.ebnetter@alliancesud.ch)

Raisons pour lesquelles d'importants [investissements publics dans une Suisse sociale, durable et solidaire](#) peuvent être réalisés sans problème.